

Art. 33. Dit reglement kan enkel gewijzigd worden tijdens een statutaire buitengewone vergadering van het comité die door de voorzitter wordt bijeengeroepen en die door minstens vier verkozen leden en de Imam, lid van rechtswege, of zijn gemachtigde bijgewoond moet worden.

Het wijzigingsontwerp gaat bij de oproeping, die minstens vijftien dagen vóór de vergadering wordt verstuurd. Er mag geen enkel ander punt op de agenda staan.

Het ontwerpbesluit wordt goedgekeurd door vier leden van het comité. Indien het ontwerp goedgekeurd wordt, wordt het binnen dertig dagen door de voorzitter via het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst ter goedkeuring overgemaakt aan de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten.

#### HOOFDSTUK 2. — *Overgangsmaatregelen*

Art. 34. Bij de instelling van het eerste comité ingericht door het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst spreekt het bestaande comité zich uit over eventuele klachten.

Samengesteld te ....., op .....

	Handtekeningen,	
	De voorzitter,	
De secretaris,		De penningmeester,
	De leden,	

#### Islamitische eredienst in België

Comité van de islamitische gemeenschap ( ) van .....

Beraadslaging voor de periodieke verkiezing van de voorzitter, secretaris en penningmeester van het comité

Uittreksel uit het beraadslagingsregister van het comité Zitting van ...

Aanwezig :

Afwezig en vertegenwoordigd :

Het Comité,

- gelet op de artikelen van het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2005;

- gelet op de artikelen van het huishoudelijk reglement;

- gelet op de uitslag van de stemming,

Besluit :

De heer

Heeft stemmen op geldige stemmen gekregen;

de heer

Heeft stemmen op geldige stemmen gekregen;

de heer

Heeft stemmen op geldige stemmen gekregen;

en wordt (worden) verkozen tot respectievelijk voorzitter, secretaris en penningmeester van het comité voor een termijn gelijk aan de duur van zijn (hun) mandaat

Voor eensluidend afschrift afgeleverd te , ..... op .....

De secretaris,

De voorzitter,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2005 tot vastlegging van het model van huishoudelijk reglement van de comités belast met het beheer van de temporeliën van de erkende islamitische gemeenschappen.

Namen, 13 oktober 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

#### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2900

[2005/202964]

#### 13 OCTOBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 19bis, y inséré par la loi du 19 juillet 1974 et modifié par les lois des 17 avril 1985, 18 juillet 1991 et 10 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1978 portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2005;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des membres de la communauté islamique locale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La Communauté islamique locale se compose de l'ensemble des personnes de confession islamique qui ont recours aux services de la mosquée déterminée.

**Art. 2.** La preuve de l'appartenance à la communauté islamique locale se fait, si nécessaire, au moyen d'un certificat régulier délivré par le comité de la communauté après consultation de l'imam ou de l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale.

**Art. 3.** En cas de refus ou de carence dans la délivrance du certificat, l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale peut se substituer au comité.

**Art. 4.** Est reconnu comme membre électeur de la communauté islamique locale, le membre âgé de seize ans accomplis, musulman, inscrit dans le registre de la mosquée depuis un an au moins et ayant sa résidence depuis un an au moins sur le territoire de la communauté.

Le registre est établi en deux exemplaires dont l'un est déposé à l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale et le second à la mosquée.

Toute modification apportée au registre de la mosquée doit être communiquée à l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale dans le courant du dernier mois de chaque trimestre civil.

Le registre de la mosquée doit être approuvé, au cours des deux mois précédant la tenue des élections, par l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale.

**Art. 5.** Le membre qui, par son attitude, compromet la communauté islamique locale perd immédiatement sa qualité de membre électeur de la communauté islamique locale par une décision du comité. Dans ce cas, l'intéressé peut interjeter appel, par lettre recommandée à la poste, de la décision du comité devant l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale dans les huit jours de la notification de la décision du comité.

L'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale statue en dernier ressort, dans les huit jours de la réception de la réclamation.

La notification de la décision est faite par l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale dans les trois jours au réclamant et au président du comité par lettre recommandée à la poste.

#### CHAPITRE II. — *Des comités chargés de la gestion du temporel du culte islamique*

**Art. 6.** Pour le temporel du culte, les communautés islamiques sont reconnues par le Ministre qui a dans ses attributions les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus sur le territoire d'une ou plusieurs provinces déterminées, sur proposition de l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale.

Il est établi dans chaque communauté islamique un comité chargé de la gestion du temporel du culte islamique.

Le comité reprend, en qualité de membre de droit avec voix délibérative, l'imam désigné ou son délégué. Il comprend, en outre, des membres élus. Ceux-ci sont au nombre de cinq effectifs et cinq suppléants.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les membres élus du comité visés à l'article 6, alinéa 3, sont désignés par les membres de la communauté islamique qui ont la qualité d'électeur.

L'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale organise la première élection qui a lieu pour la constitution de chacun des comités créés en application du présent arrêté.

Le comité institué pour une communauté islamique reconnue organise dans la mosquée, au mois d'avril, les élections prévues pour le renouvellement de sa composition, en prenant les mesures nécessaires à cet effet, deux mois au moins avant l'expiration des mandats de ses membres élus.

§ 2. Pour être éligible en qualité de membre du comité, il faut :

- a) avoir sa résidence depuis deux ans au moins sur le territoire de la communauté;
- b) être électeur.

**Art. 8.** L'élection des membres du comité a lieu dans la mosquée trois mois au plus tôt et six mois au plus tard après la date de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté portant reconnaissance de la communauté islamique intéressée.

**Art. 9.** La liste des candidats est affichée à l'entrée de la mosquée, six semaines avant les élections; la liste des membres élus est affichée dans les quinze jours qui suivent les élections; ces listes portent la date de leur publication et restent affichées au moins quinze jours.

Toutes réclamations relatives à la régularité des opérations électorales doivent être adressées, par lettre recommandée à la poste, au comité dans le délai de quinze jours à dater de l'affichage de cette liste.

Le comité statue dans les quinze jours de la réception de la réclamation. Le président notifie au réclamant la décision du comité dans les trois jours, par lettre recommandée à la poste.

Pour toutes réclamations relatives à la régularité des opérations électorales pour la première fois, le comité existant au moment de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté portant reconnaissance du comité intéressé, est compétent pour statuer sur toute demande.

**Art. 10.** Le réclamant peut interjeter appel, par lettre recommandée à la poste de la décision du comité devant l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale dans les huit jours de la notification de la décision du comité.

L'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale statue en dernier ressort, dans les huit jours de la réception de la réclamation.

La notification de la décision est faite par l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale dans les trois jours au réclamant et au président du comité par lettre recommandée à la poste.

**Art. 11.** Il est fait mention au procès-verbal de l'élection de l'accomplissement des formalités prévues à l'article 9 ainsi que des réclamations qui ont éventuellement été introduites et de la suite qui y a été donnée. L'élection a lieu au scrutin secret. En cas de parité de suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage. Si le deuxième scrutin donne le même résultat, le candidat le plus âgé est désigné.

**Art. 12.** Les membres du comité sont élus pour cinq ans, renouvelables.

Si l'un d'eux perd une des conditions d'éligibilité ou cesse, pour toute autre cause, de faire partie du comité, il est pourvu à son remplacement par le premier suppléant. Celui-ci ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

La démission d'un membre ou d'un suppléant est adressée par écrit au président du comité qui en donne connaissance à la prochaine séance dudit comité qui en prend acte.

**Art. 13.** Le comité nomme parmi ses membres élus et pour la durée de leur mandat, un président, un secrétaire et un trésorier. Le secrétaire et le trésorier sont responsables de l'exercice de leurs fonctions envers le comité qui peut, en tout temps, leur demander tout renseignement relatif aux fonctions qu'ils exercent.

**Art. 14.** Le comité ne peut délibérer que si la majorité de ses membres élus est présente. Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres qui composent le comité. S'il y a parité de suffrages, la voix du président est prépondérante.

**Art. 15.** Le comité se réunit dans la mosquée au moins quatre fois par an chaque fois dans le courant du premier mois de chaque trimestre civil.

Une réunion a lieu obligatoirement dans le courant du mois d'avril pour l'adoption des comptes.

**Art. 16.** La résolution par laquelle le comité arrête son règlement d'ordre intérieur ne peut être prise qu'aux conditions suivantes :

- a) l'imam, ou son délégué, et quatre membres élus doivent être présents;
- b) la résolution doit recueillir quatre voix des membres qui composent le comité.

Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre qui a dans ses attributions les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, par l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale.

### CHAPITRE III. — *Des budgets et des comptes*

**Art. 17.** Le budget du comité est, avant le 10 mai, transmis en quintuple expédition et avec toutes les pièces justificatives, au greffier provincial.

**Art. 18.** Après l'avis du collège provincial, le greffier provincial transmet le budget en quintuple expédition, avec toutes les pièces justificatives, à l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale avant le 30 juin.

L'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale arrête définitivement les dépenses relatives à la célébration du culte et approuve le budget qu'il renvoie au greffier provincial, avant le 1<sup>er</sup> septembre.

**Art. 19.** Le budget est soumis à l'approbation du Ministre qui a dans ses attributions les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus qui ne peut modifier les articles de dépenses relatifs à la célébration du culte. Le Ministre statue avant le 15 novembre.

Une expédition de la décision du Ministre qui a dans ses attributions les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus est immédiatement envoyée au comité intéressé, au collège provincial et à l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale.

**Art. 20.** En cas de réclamation soit de la part de l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale soit du président du collège provincial soit du comité intéressé, il est statué par arrêté motivé du Gouvernement.

Le recours doit être formé dans les trente jours de la date du renvoi des expéditions.

**Art. 21.** Le trésorier est tenu de présenter ses comptes annuels au comité dans la séance obligatoire qui se tient durant le mois d'avril.

**Art. 22.** Les comptes sont transmis par le comité avant le 10 mai, en quintuple expédition avec toutes les pièces justificatives, au greffier provincial.

**Art. 23.** Après l'avis du collège provincial, le greffier provincial transmet immédiatement les comptes avec toutes les pièces justificatives à l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale avant le 30 juin; celui-ci arrête définitivement les dépenses effectuées dans les limites du budget pour la célébration du culte, il approuve le surplus des comptes et renvoie le tout au greffier provincial, avant le 1<sup>er</sup> septembre.

**Art. 24.** Les comptes sont soumis à l'approbation du Ministre qui a dans ses attributions les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus qui statue avant le 15 novembre.

Une expédition de la décision du Ministre qui a dans ses attributions les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus est immédiatement envoyée au comité intéressé, à l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale et au collège provincial.

**Art. 25.** En cas de réclamation soit de la part de l'organe représentatif du culte islamique reconnu par l'autorité fédérale soit du président du collège provincial soit du comité intéressé, il est statué par arrêté motivé du Gouvernement.

Le recours doit être formé dans les trente jours de la date du renvoi des expéditions.

### CHAPITRE IV. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 26.** L'arrêté royal du 3 mai 1978 portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues est abrogé.

### CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

**Art. 27.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Il s'applique uniquement aux communautés dont le ressort ne dépasse pas les limites de la région de langue française.

**Art. 28.** Le Ministre qui a les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 octobre 2005.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2900

[2005/202964]

**13 OKTOBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporalien van de erkende islamitische gemeenschappen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten, inzonderheid op artikel 19*bis*, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1974 en gewijzigd bij de wetten van 17 april 1985, 18 juli 1991 en 10 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1978 tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporalien van de erkende islamitische gemeenschappen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2005;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — De leden van de plaatselijke islamitische gemeenschap**

**Artikel 1.** De plaatselijke islamitische gemeenschap bestaat uit het geheel van de personen van islamitisch geloof die een beroep doen op de diensten van een bepaalde moskee.

**Art. 2.** Het bewijs van het behoren tot de plaatselijke islamitische gemeenschap wordt, indien nodig, gerechtvaardigd door een rechtsgeldig certificaat dat afgegeven wordt door het comité van de gemeenschap na raadpleging van de imam of van het representatief orgaan van de islamitische eredienst erkend door de federale overheid

**Art. 3.** Bij weigering van of bij gebrek aan afgifte van certificaat kan het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst de plaats innemen van het comité.

**Art. 4.** Erkend wordt als kiezer van de plaatselijke islamitische gemeenschap, het lid dat de volle leeftijd van zestien jaar heeft, dat moslim is, dat sinds ten minste één jaar ingeschreven is in het register van de moskee en dat zijn verblijfplaats sinds minstens één jaar op het grondgebied van de gemeenschap heeft.

Het register wordt in twee exemplaren opgemaakt, waarvan één bij het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst en het tweede bij de moskee afgegeven wordt.

Elke wijziging aangebracht in het register van de moskee wordt tijdens de laatste maand van elk kalendertrimester meegedeeld aan het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst.

Het register van de moskee wordt in de loop van de twee maanden vóór de verkiezingen goedgekeurd door het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst.

**Art. 5.** Het lid dat door zijn gedrag de plaatselijke islamitische gemeenschap in opspraak brengt, verliest bij beslissing van het comité meteen zijn hoedanigheid van kiezer van de plaatselijke islamitische gemeenschap. In dit geval kan betrokkene binnen acht dagen na kennisgeving van de beslissing van het comité bij ter post aangetekend schrijven hoger beroep tegen de beslissing van het comité aantekenen vóór het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst.

Het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst beslist in laatste instantie binnen acht dagen na ontvangst van het bezwaarschrift.

De beslissing wordt door het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst binnen drie dagen bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de eiser en aan de voorzitter van het comité.

**HOOFDSTUK II. — Comités belast met het beheer van de temporalien van de islamitische eredienst**

**Art. 6.** Voor de temporalien van de eredienst worden de islamitische gemeenschappen op de voordracht van het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst erkend door de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporalien van de erediensten die erkend zijn op het grondgebied van één of meer provincies.

In elke islamitische gemeenschap wordt een comité opgericht dat belast wordt met het beheer van de temporalien van de islamitische eredienst.

De aangewezen imam of zijn afgevaardigde maakt deel uit van het comité als stemgerechtigd lid van rechtswege. Het comité bestaat bovendien uit gekozen leden. Er zijn vijf gewone en vijf plaatsvervangende leden.

**Art. 7. § 1.** De gekozen leden van het comité bedoeld in artikel 6, derde lid, worden aangewezen door de leden van de islamitische gemeenschap die de hoedanigheid van kiezer hebben.

Het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst organiseert de eerste verkiezing voor de samenstelling van elk van de overeenkomstig dit besluit opgerichte comités

Het voor een erkende islamitische gemeenschap ingestelde comité organiseert in de maand april in de moskee de verkiezingen die gepland zijn voor de hernieuwing van zijn samenstelling. Daartoe treft het de nodige maatregelen uiterlijk twee maanden vóór het verstrijken van de mandaten van zijn gekozen leden.

§ 2. Om als lid van het comité verkiesbaar te zijn, moet men :

- a) zijn verblijfplaats sedert ten minste twee jaar op het grondgebied van de gemeenschap hebben;
- b) kiezer zijn.

**Art. 8.** De verkiezing van de leden van het comité heeft plaats in de moskee ten vroegste drie en uiterlijk zes maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit houdende erkenning van betrokken islamitische gemeenschap.

**Art. 9.** De lijst van de kandidaten wordt zes weken vóór de verkiezingen aan de ingang van de moskee aangeplakt; de lijst van de gekozen leden wordt binnen vijftien dagen na de verkiezingen aangeplakt; deze lijsten vermelden de datum van hun bekendmaking en blijven minstens vijftien dagen aangeplakt.

Ieder bezwaarschrift in verband met de regelmatigheid van de kiesverrichtingen wordt binnen vijftien dagen na de aanplakking van deze lijst bij ter post aangetekend schrijven aan het comité gericht.

Het comité beslist binnen vijftien dagen na ontvangst van het bezwaarschrift. De beslissing van het comité wordt binnen drie dagen bij ter post aangetekend schrijven aan de eiser meegedeeld.

Voor ieder bezwaarschrift in verband met de regelmatigheid van de kiesverrichtingen de eerste keer is het comité dat bestaat op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit waarbij het erkend werd, bevoegd om over elke aanvraag te beslissen.

**Art. 10.** De eiser kan vóór het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing van het comité bij ter post aangetekend schrijven hoger beroep aantekenen tegen zijn beslissing.

Het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst beslist in laatste instantie binnen acht dagen na ontvangst van het bezwaarschrift.

De beslissing wordt door het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst binnen drie dagen bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld aan de eiser en aan de voorzitter van het comité.

**Art. 11.** In het proces-verbaal van de verkiezing wordt melding gemaakt van de vervulling van de in artikel 9 bedoelde formaliteiten, alsmede van de eventuele bezwaarschriften en van het gevolg dat eraan gegeven werd. De verkiezing gebeurt bij geheime stemming. Bij staking van stemmen wordt herstemd. Indien de tweede stemming dezelfde uitslag oplevert, wordt de oudste kandidaat aangewezen.

**Art. 12.** De leden van het comité worden gekozen voor een verlengbare termijn van vijf jaar.

Voldoet één van hen niet meer aan één van de verkiesbaarheidsvereisten of maakt hij om enige andere reden geen deel meer uit van het comité, dan wordt hij vervangen door de eerste plaatsvervanger. De aldus gekozen kandidaat voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

Het ontslag van een lid of van een plaatsvervanger wordt schriftelijk meegedeeld aan de voorzitter van het comité, die daarvan kennis geeft op de volgende vergadering van bedoeld comité, dat daarvan akte neemt.

**Art. 13.** Het comité benoemt voor de duur van hun mandaat een voorzitter, een secretaris en een penningmeester onder zijn gekozen leden. De secretaris en de penningmeester zijn verantwoordelijk voor de uitoefening van hun ambt jegens het comité dat hen elk ogenblik mag verzoeken om elk gegeven i.v.m. de functies die ze uitoefenen.

**Art. 14.** Het comité kan pas beraadslagen als de meerderheid van de gekozen leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de leden van het comité. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

**Art. 15.** Het comité vergadert minstens vier keer per jaar in de moskee, telkens in de loop van de eerste maand van elk kalendertrimester.

Er wordt een vergadering in de loop van de maand april belegd voor de goedkeuring van de rekeningen.

**Art. 16.** De beslissing waarbij het comité zijn huishoudelijk reglement vastlegt, kan alleen onder de volgende voorwaarden genomen worden :

- a) de imam, of zijn afgevaardigde, en vier gekozen leden zijn aanwezig;
- b) de beslissing wordt goedgekeurd door vier leden van het comité.

Het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst onderwerpt het huishoudelijk reglement aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten

### HOOFDSTUK III. — *Begrotingen en Rekeningen.*

**Art. 17.** De begroting van het comité wordt vóór 10 mei samen met alle bewijsstukken in vijfvoud door het comité aan de provinciegriffier overgemaakt.

**Art. 18.** Na advies van het provinciecollege maakt de provinciegriffier de begroting vóór 30 juni samen met alle bewijsstukken in vijfvoud over aan het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst.

Het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst legt de uitgaven betreffende de celebratie van de eredienst definitief vast en keurt de begroting goed, die het vóór 1 september naar de provinciegriffier terugstuurt.

**Art. 19.** De begroting wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, die de uitgavenposten betreffende de celebratie van de eredienst niet mag wijzigen. De Minister beslist vóór 15 november.

Een afschrift van de beslissing van de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten wordt onmiddellijk overgemaakt aan betrokken comité, aan het provinciecollege en aan het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische erediensten.

**Art. 20.** In geval van bezwaarschrift van ofwel het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst, ofwel de voorzitter van het provinciecollege, ofwel betrokken comité, wordt de beslissing bij een met redenen omkleed besluit van de Regering genomen.

Het beroep wordt ingesteld binnen dertig dagen na de datum van terugzending van de afschriften.

**Art. 21.** De penningmeester wordt ertoe gehouden zijn jaarrekeningen aan het comité over te leggen tijdens de verplichte vergadering in de maand april.

**Art. 22.** De rekeningen worden vóór 10 mei samen met alle bewijsstukken in vijfvoud door het comité aan de provinciegriffier overgemaakt.

**Art. 23.** Na advies van het provinciecollege maakt de provinciegriffier de rekeningen onmiddellijk vóór 30 juni samen met alle bewijsstukken in vijfvoud over aan het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst. Het orgaan legt de uitgaven die binnen de perken van de begroting voor de celebratie van de eredienst gedaan zijn, definitief vast, keurt het overschot van de rekeningen goed en stuurt het geheel vóór 1 september terug naar de provinciegriffier.

**Art. 24.** De rekeningen worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, die vóór 15 november beslist.

Een afschrift van de beslissing van de Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten wordt onmiddellijk overgemaakt aan betrokken comité, aan het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst en aan het provinciecollege.

**Art. 25.** In geval van bezwaarschrift van ofwel het representatief orgaan van de door de federale overheid erkende islamitische eredienst, ofwel de voorzitter van het provinciecollege, ofwel betrokken comité, wordt de beslissing bij een met redenen omkleed besluit van de Regering genomen.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na de datum van terugzending van de afschriften ingesteld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 26.** Het koninklijk besluit van 3 mei 1978 tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporaliën van de erkende islamitische gemeenschappen wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

**Art. 27.** Dit besluit treedt in werking op de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het is uitsluitend van toepassing op de gemeenschappen waarvan het ambtsgebied binnen de grenzen van het Franse taalgebied ligt.

**Art. 28.** De Minister bevoegd voor de inrichtingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 oktober 2005.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2901

[2005/202965]

#### **13 OCTOBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les modèles des budgets et comptes à dresser par les comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 19bis, y inséré par la loi du 19 juillet 1974, et modifié par les lois des 17 avril 1985, 18 juillet 1991 et 10 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2005;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les budgets et comptes des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues sont établis conformément aux modèles ci-annexés.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique uniquement aux communautés islamiques dont le ressort ne dépasse pas les limites de la région de langue française.

**Art. 3.** Le Ministre qui a les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 octobre 2005.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD